

PLEIN, REDUIT, PARTAGÉ... CONTRE TOUT EMPLOI !

«Travail, plein-emploi, sanction, travail, remobilisation, austérité, réindustrialisation, suspension, travail, redynamisation, budget, travail, taux d'emploi, déficit ...»

Le refrain est vieux de plusieurs décennies mais est encore dans la bouche de tous les chantres de l'exploitation et du travaillisme !

Alors que depuis le 1er janvier 2025 et la loi « plein-emploi », tous les inscrits à France Travail doivent respecter un « contrat d'engagement » qui les oblige à prouver sans cesse qu'ils sont bien dans les clous de la soporifique recherche d'emploi, l'Etat annonce l'intensification prochaine de ses contrôles, suite à la publication d'un décret qui entrera en vigueur le 1er juin ! La rénovation du système de contrôle va poursuivre la dynamique engagée depuis plusieurs années avec une très forte augmentation des contrôles. L'objectif est d'arriver à 1 million de contrôles en 2025 et 1,5 millions en 2027 (en 2024, il y en a eu 600 000). Dans le décret également, les contours de la « suspension-remobilisation » : en cas de manquement au contrat d'Engagement, France Travail se donne le droit de suspendre de 30% à 100% du montant du chômage/RSA, et de l'autoriser de nouveau en cas de « remobilisation » avec versement rétroactif des indemnités.

« Assisté » : lève la patte et t'auras ton biscuit !

Les modalités de prise de sanctions aussi évoluent : dorénavant, c'est le « comportement général du demandeur d'emploi dans le suivi du respect de ses droits et devoirs qui est apprécié » par une plateforme de contrôle (avec l'embauche prévue de 300 contrôleurs supplémentaires) qui pourra ainsi juger de la docilité ou de la résistance de l'inscrit par l'étude de son dossier personnel. France Travail vend ce changement comme une mesure d'adaptation et de souplesse qui permettrait de résoudre l'injustice des sanctions automatiques en cas de rendez-vous manqués. La belle douille !

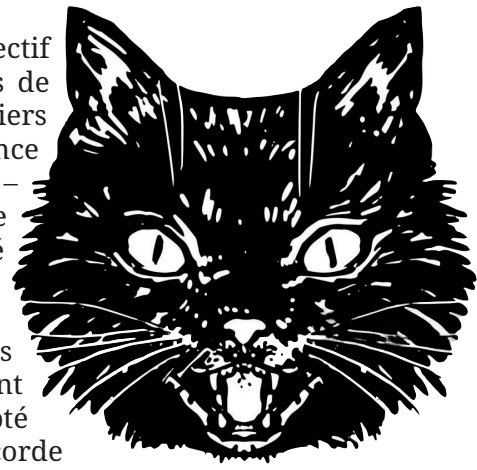
En réalité, c'est **la porte ouverte à un contrôle plus fort** : il ne s'agit plus de respecter docilement les règles et contraintes infantilisantes déjà insupportables des contrôles, maintenant, il faut montrer patte blanche volontairement en prouvant par envoi de CVs, stage d'insertion de travail gratos, suivi de formation bidons et autres réjouissances, qu'on est bien dignes de recevoir les maigres deniers que l'Etat voudrait bien octroyer à ceux qui ne travaillent pas. Une sorte de nouvelle tutelle parentale, sous la forme de la sale gueule d'un contrôleur France Travail, tout entière dirigée vers la « remobilisation » et l'Etat de pousser ainsi tous les inscrits dans la gueule de l'Emploi, espérant faire taire les jérémiades incessantes des patrons qui se plaignent qu'il « n'y a plus personne pour bosser » comme absolument tous les patrons depuis toujours.

La question du chômage et des minimas sociaux n'est pas le seul domaine où s'illustre progressivement l'intensification de la mise au travail. L'Ecole pousse de plus en plus tôt les jeunes vers l'exploitation, sous forme des stages (travail gratuit bien bénéfique pour les patrons) ou par la question omniprésente de l'insertion professionnelle (Borne nous apprend même que les enfants devraient préparer dès la maternelle leur projet professionnel – malheureusement, entre pirate, aventurière ou magicien, les débouchés sur le marché actuel semblent pourtant réduits...)



Travailliste effrayé par la seule ombre d'un jeune félin anti-travail

Les dernières lois et circulaires sur l'immigration montrent que l'objectif de l'Etat est de faire coller la gestion de l'immigration avec les besoins de l'économie (par la délivrance des titres pour ceux exerçant les fameux « métiers en tensions », d'ailleurs aussi promus au forceps par les contrôleurs France Travail, et en faisant du travail continuels une condition à la délivrance – bien sûr temporaire pour garantir l'adaptation optimale de la main d'œuvre aux besoins du Capital – des titres de séjour). Darmanin a même annoncé qu'il allait rétablir la mesure qui oblige les prisonniers à payer des « frais d'incarcération » et donc ceux-ci à se ruiner pour être enfermé ! Si le travail en détention est déjà fréquent, cette mesure vise à le rendre obligatoire. Les handicapés et les seniors sont aussi dans les tuyaux du grand réarmement travailliste, l'Etat se targuant de pouvoir leur trouver un emploi aussi adapté que possible. S'il y a quelques mois encore, c'était les JO qui tenaient la corde dans les prétextes à la mise au travail, c'est maintenant la guerre et son industrie pour « réarmer la France » et « financer l'effort national dans le secteur de la Défense » qui est invoqué. Participer à vendre la mort et la donner, ça sera sans nous ! Mais participer à ruiner et gâcher la vie, ce que fait le travail et son idéologie, ça sera sans nous aussi !



Face à tout cela, que nous promet la gauche ? Du travail mais rebrandé progressiste !

Le « Parti pris du Travail » de Roussel, « Travailler tous, travailler mieux, travailler moins » chez Mélenchon, la fameuse retraite à 60 ou 62 piges (pinacle de la lutte « anticapitaliste » de la vaillante CGT semble-t-il aujourd'hui), la piteuse réduction du temps de travail à 32 heures, la « réindustrialisation écologique » et la « relocalisation », ou encore le partage du temps de travail !

Voilà pêle-mêle les minables propositions (aussi vieilles que Jospin) qu'a sorti la gauche de son chapeau pour tenter de nous faire avaler tout cru une vie d'aliénation dans le monde du labeur capitaliste.

Mais qui voudrait avoir une part de ce fétide gâteau qu'est l'exploitation ? Qui voudrait manger continuellement ce plat sans goût que constitue la misère de la vie quotidienne au travail jusqu'à 60 ans ?

Certainement pas nous, même pas en se bouchant le nez !

Nous ne voulons ni du plein emploi, ni du partage de l'emploi, ni de l'emploi tout court !

Nous préférons garder notre temps, nos pensées et notre énergie pour des choses bien plus vivifiantes : discuter, rigoler, dormir, rêver, et **SURTOUT LUTTER pour abattre ce monde d'ennui, de surveillance et se vexations !**

Alors les magouilles de chacun et chacune sauront s'adapter aux nouvelles offensives travaillistes, et déjà les conseils s'échangent. Amplifions autant que possible l'échange d'information pour s'entraider les uns les autres ! Mais ici et là des luttes collectives vivifiantes s'organisent : des camarades du nord de la France ont réussi à débloquent la situation de l'un dans eux par l'envahissement d'un France Travail, et des initiatives similaires ont eu lieu dans l'Ouest face au conseil départemental.

Pour combattre concrètement le travaillisme et ses saloperies, il nous faut nous retrouver et nous organiser collectivement pour refuser le travail !

Multiplions les initiatives pour que les travaillistes ne soient jamais tranquilles !

ENVIE DE CHERCHER COMMENT METTRE DES GRAINS DE SABLE DANS CETTE MACHINE QUI SE VEUT SI BIEN HUILÉE, ET FOUTRE EN L'AIR CETTE VIE DE LABEUR ?

REJOIGNEZ LES PERMANENCES DU C.A.T, COLLECTIF ANTI TRAVAIL, LES 1ERS ET 3ÈME DIMANCHE DE CHAQUE MOIS AU 45 RUE DU PRE SAINT GERVAIS (PARIS 19ÈME) POUR RÉFLÉCHIR À DES MANIÈRES D'AGITER CE CHAMP DE LUTTE ET CHATBARDER LES OFFICINES DU TRAVAILLISME !

GARE A CEUX QUI TENTENT DE DOMESTIQUER LES CHATS NOIRS, IL PARAÎT QUE CA PORTE MALHEUR ...

